

CONFERENCE DES MINISTRES  
DE L'AGRICULTURE DE  
L'AFRIQUE  
DE L'OUEST ET DU CENTRE  
CMA/AOC



CONFERENCE OF WEST  
AND CENTRAL AFRICAN  
MINISTERS OF AGRICULTURE  
CMA/WCA

**COURS DE FORMATION DES JOURNALISTES SUR LES  
CONTRAIINTES AU COMMERCE REGIONAL DE PRODUITS  
AGRICILES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE**

**(ABIDJAN, COTE D'IVOIRE, AVRIL 2009)**

**RAPPORT GENERAL**



Cette activité a été réalisée avec le concours du Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA / ACP – UE), financé par l'Union Européenne.

Le Réseau des journalistes de l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour l'Agriculture (REJAOCA), avec l'appui de la Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMA/AOC) et du Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA), a organisé un cours de formation sur les contraintes au commerce régional des produits agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre du 27 au 30 avril 2009 à Abidjan (République de Côte d'Ivoire).

Ont pris part à ce cours des journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télévision membres du REJAOCA venus du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Mali, du Niger et du Sénégal.

## **2. Le déroulement du cours**

### **2.1 La cérémonie d'ouverture**

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Coordonnateur National de la CMA/AOC en Côte d'Ivoire, Monsieur ASSANVO N'guetta Honoré représentant Monsieur le Ministre de l'Agriculture en présence du représentant de la Chambre Nationale d'Agriculture de Côte d'Ivoire Monsieur BAYO et du Coordonnateur Général du REJAOCA, Monsieur Louis S. AMEDE.

Trois allocutions ont été prononcées au cours de la cérémonie d'ouverture.

Dans son mot de bienvenue, le Coordonnateur Général du Réseau des journalistes s'est félicité de la tenue d'une telle rencontre et a remercié ses confrères venus des pays de l'Afrique de l'Ouest. Il a salué l'appui de la CMA/AOC et du CTA qui ont perçu très tôt l'intérêt qu'il y avait à accompagner les journalistes qui traitent de l'information agricole. Il a situé la session de formation dans le cadre du plan d'action 2008 – 2009 du réseau. Il a souligné en outre la nécessité de fournir aux journalistes membres du réseau les outils pour mieux communiquer sur toutes les questions de commerce de produits agricoles et notamment les entraves liées à cette activité. Il s'est dit optimiste pour l'avenir du réseau en raison de l'engagement de ses membres et des partenaires.

Le représentant de la CMA/AOC, Monsieur Bakhao GUISSÉ Chargé de Programme CTA a, dans son allocution, insisté sur le rôle central que les spécialistes de l'information doivent jouer pour mieux impliquer l'ensemble des acteurs du développement agricole de l'Afrique dans la définition et la mise en œuvre des politiques agricoles et dans les négociations commerciales internationales. Pour lui, il devient impératif que les professionnels de l'information et de la communication renforcent leurs capacités pour réaliser efficacement leur travail de production, d'analyse et de diffusion de l'information agricole. La clé du succès des politiques agricoles résiderait également dans l'implication au premier plan des journalistes, a-t-il conclu.

Le représentant du Ministre de l'Agriculture s'est félicité de la tenue d'une telle rencontre à Abidjan. Il a mis l'accent sur le rôle prépondérant que joue l'agriculture dans l'économie de la majorité des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il a insisté sur les potentialités du secteur agricole et exhorté les journalistes à mieux

s'armer en vue de jouer pleinement leur rôle d'interface entre les populations et les décideurs.

## **2.2 Les travaux en plénières et ateliers**

Après la cérémonie d'ouverture les travaux se sont déroulés en plénière et en ateliers.

En plénière, les cours ont porté sur :

- 1) Le processus d'élaboration des politiques agricoles : cadre conceptuel
- 2) Les politiques agricoles régionales : Principes généraux et Instruments de la PAU, ECOWAP et CAADP
- 3) Les politiques agricoles régionales : Etat de la mise en œuvre effective et contraintes majeures
- 4) Les politiques agricoles régionales : Impact des entraves et contraintes sur la circulation et la compétitivité
- 5) Les alternatives et solutions possibles d'élimination des entraves du commerce régional

Les travaux de groupe ont porté sur le cadre conceptuel de la politique agricole dont l'élaboration repose sur un cycle qui se décline en cinq étapes : (1) diagnostic de l'existant ou état des lieux de la politique agricole ; (2) choix du type de politique agricole ; (3) planification des actions à entreprendre ; (4) mise en œuvre effective et enfin, (5) suivi-évaluation.

Les groupes se sont accordés sur la pertinence de l'intervention des journalistes dans toutes les étapes du cycle d'élaboration de la politique. A cet effet, ils ont identifié les niveaux d'intervention possibles et proposé des actions.

### **Etape 1 : Etat des lieux**

Il est apparu évident à l'atelier que le rôle de la presse à cette étape est crucial. La presse doit prendre les devants, notamment par une recherche documentaire et se faire sa propre opinion sur les réalités du terrain.

L'atelier a ainsi convenu que c'est véritablement le premier niveau d'intervention de la presse dans le cycle d'élaboration de la politique avec :

- des reportages sur le terrain en donnant la parole aux différents acteurs ;
- l'organisation de débats avec les différents acteurs sur les problématiques soulevées par les reportages ;

## Etape 2 : Choix du type de la politique agricole

L'intervention de la presse à ce stade permet d'alerter sur le choix du type de politique agricole à mettre en place. Les actions suivantes sont préconisées :

- reportages sur les politiques et les bonnes pratiques (best practices) aussi bien aux plans local, national qu'international
- organisation et diffusion de débats autour de ces pratiques

## Etape 3 : Planification

Il est apparu à l'atelier que l'étape de planification requiert une certaine technicité. Elle ne nécessite pas, à priori, l'intervention de la presse. En revanche, à posteriori, elle peut interpeller la capacité d'analyse du journaliste notamment pour juger de sa cohérence. La principale action que les journalistes doivent entreprendre est :

- la vulgarisation de la planification pour faire connaître le rôle de chaque acteur et ses responsabilités pour une meilleure appropriation de la politique

## Etape 4 : Mise en œuvre

La phase de concrétisation d'une politique agricole éveille l'intérêt de toute la communauté à fortiori celui de la presse. Celle-ci doit s'intéresser à la mobilisation des ressources financières et humaines devant permettre la mise en œuvre de ces politiques et du choix des bailleurs de fonds.

L'atelier s'est appuyé sur des exemples concrets pour rappeler à ce niveau, l'intérêt de la notion de bonne gouvernance. Le rôle du journaliste est dans ce cadre :

- d'alerter et de veiller au respect de la mise en œuvre de la politique,
- de réaliser des reportages sur la mise en œuvre de la politique pour voir s'il y a une adéquation entre ce qui se fait et ce qui est prévu.

## Etape 5 : Suivi et évaluation

L'atelier, à l'unanimité, a convenu que le rôle du journaliste au niveau de cette ultime étape est fondamental dans la mesure où le suivi-évaluation permet de mesurer le succès ou pas d'une politique. A ce niveau les actions sont les suivantes :

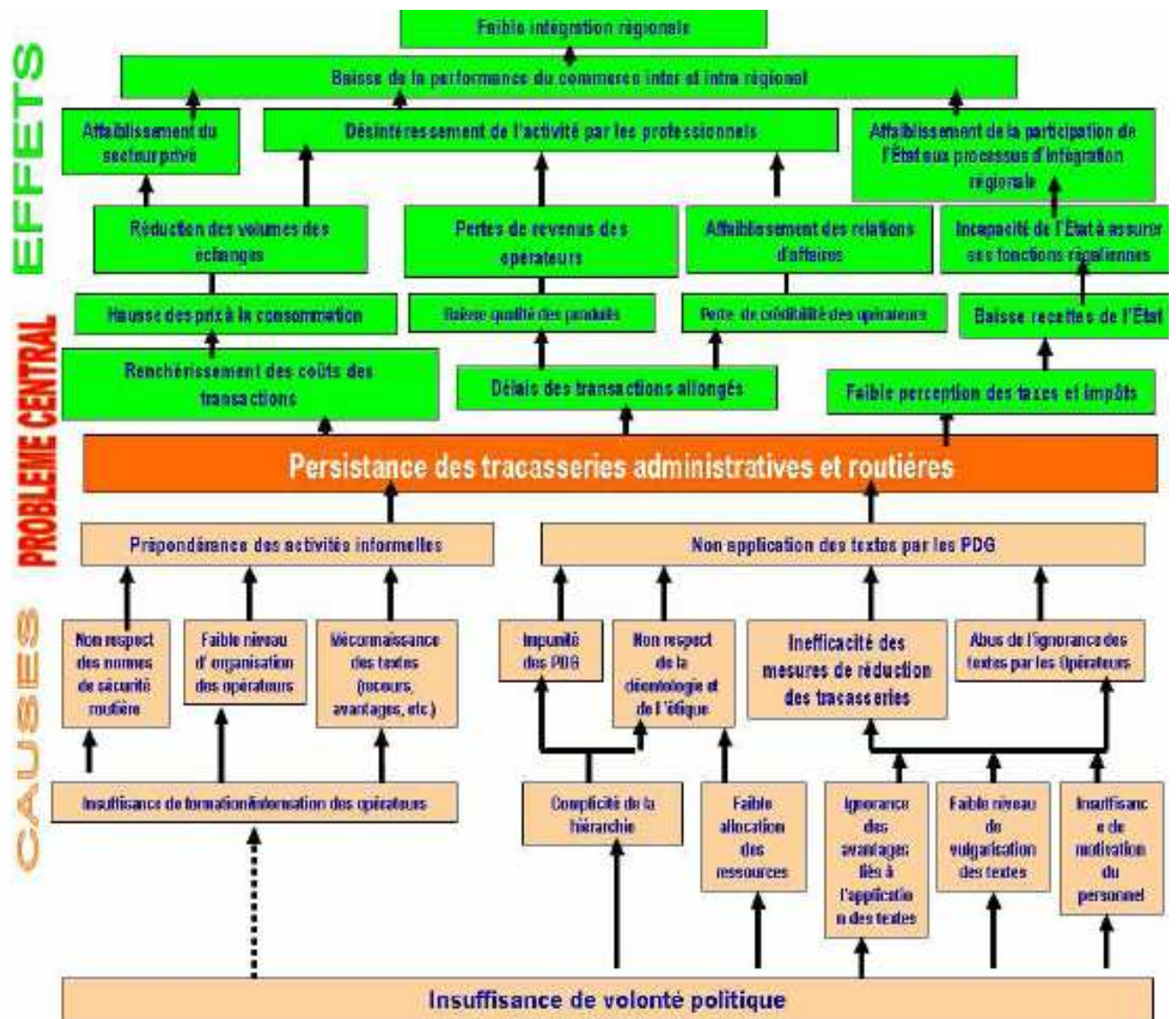
- élaboration de documentaires, de grands reportages sur les réalisations ;
- identification des succès, échecs et difficultés rencontrés.

En dernière analyse, l'atelier a retenu le caractère indispensable de l'intervention des média à presque tous les niveaux du processus d'élaboration des politiques

agricoles. Cependant cette intervention nécessite des moyens matériels et financiers adéquats.

## Analyse des causes des tracasseries routières et administratives

Schéma 1 : analyse de la persistance des tracasseries routières et administratives



L'atelier a procédé à une analyse approfondie du schéma proposé par la CMA/AOC et identifié d'autres causes souterraines et/ou visibles différentes de celles identifiées. Ces causes sont politiques, économiques et socioculturelles

### Causes politiques

- absence de volonté politique en lieu et place de insuffisance de volonté politique (non appropriation des textes ; manque d'intérêt des autorités ; faible mécanisme de coopération....)

- insuffisance de concertation entre les autorités transfrontalières
- lutte pour le leadership entre les Etats
- instabilité politique (coups d'Etat, rébellions et autres conflits sociaux)
- mauvaise gouvernance

### **Causes économiques**

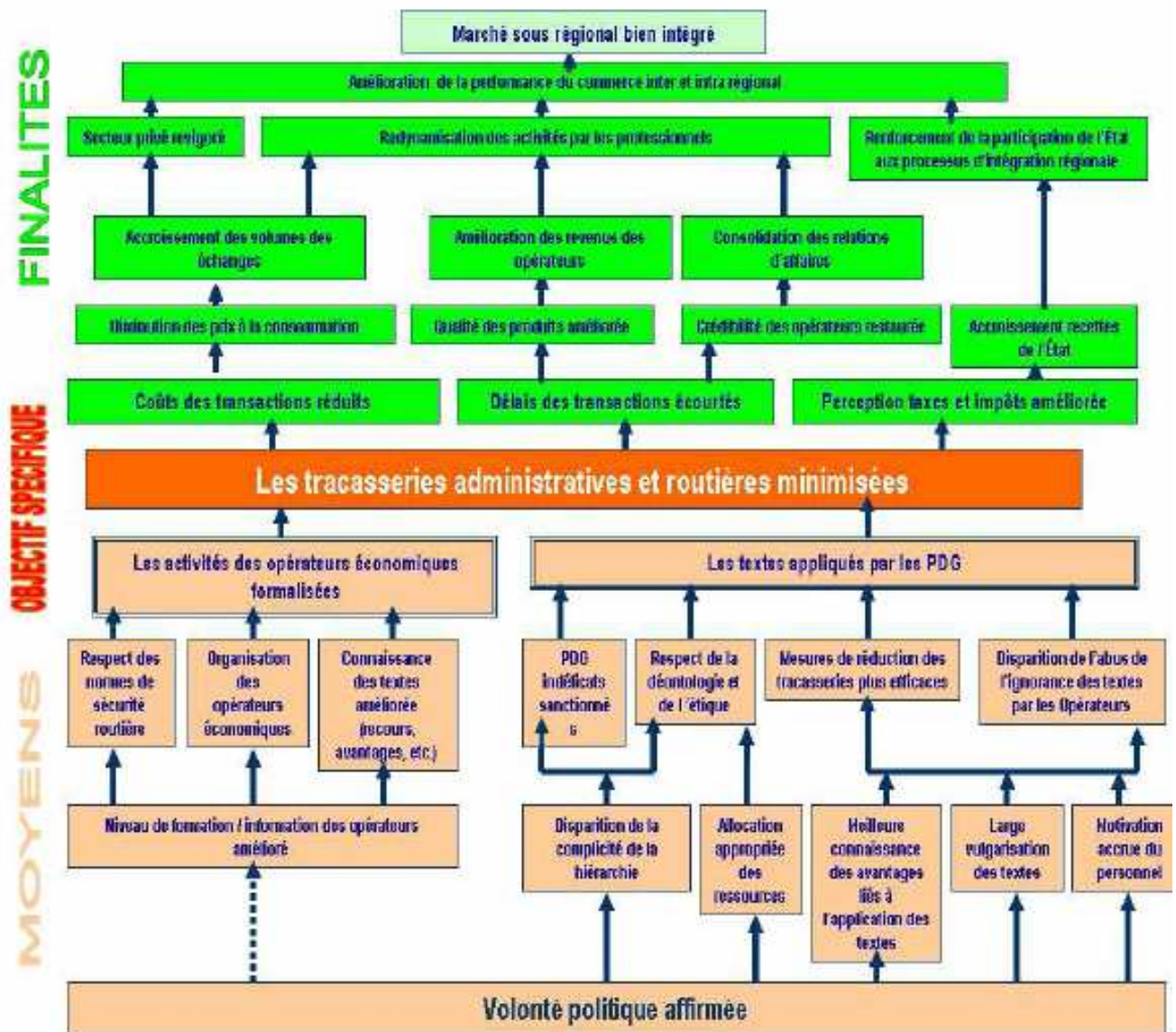
- faibles revenus des acteurs,
- caractère informel des échanges commerciaux,
- disparités des monnaies dans la Sous-région
- non convergence des fiscalités des pays dans la sous -région

### **Causes socioculturelles**

- faible organisation des acteurs (producteurs, transporteurs, consommateurs)
- ignorance par la majorité des acteurs des textes régissant l'intégration sous – régionale
- sauvegarde des intérêts de quelques autorités
- culture de l'informel
- culture de l'impunité
- absence d'éthique
- silence coupable de la majorité des opérateurs privés et absence d'action

## Analyse des propositions de solutions pour minimiser les tracasseries routières et administratives

Schéma 2 : analyse des solutions pour minimiser les tracasseries routières et administratives



L'analyse par l'atelier des propositions de solutions pour minimiser les tracasseries administratives et routières a débouché sur un plan d'action dans lequel pour chaque problème, des solutions et actions sont proposées. Les responsables directs comme indirects dans la mise en œuvre ont été identifiés et un échéancier établi. Les travaux ont donné les résultats ci-après :

**Tableau 1 :**

<b>But</b>	<b>Objectif ou solution</b>	<b>cibles</b>	<b>alliés</b>	<b>Actions</b>	<b>Acteurs responsables</b>	<b>Échéances</b>
Matérialisation de la volonté politique par des actions concrètes	Amener à appliquer et à faire Appliquer la réglementation en vigueur	Décideurs politiques Les PDG	Acteurs éco Chroniques Reportage	Micro programme	Journalistes, autorités administratives, organisation des média	PM
Création d'un espace d'expression transfrontalière	Inciter les autorités régionales à multiplier les concertations par des animations et programmes appropriés	autorités régionales	Société civile, élus locaux	Table ronde, débat, Interviews, reportage	Journalistes, société civile autorités administratives, organisation des média	PM
Contribution à la prévention des crises et instabilités politiques	Consolider la démocratie et la bonne gouvernance	Partis politiques, société civile, forces de défense de sécurité, partenaires de développement	Partenaires au Développement, auditeurs	Magazine, débat interactif, émissions publiques	Journalistes, sociétés civiles, auditeurs	PM
Sensibilisation sur les conditions de vie et de travail des PDG	Améliorer les conditions de vie et travail des PDG afin qu'ils ne soient plus tentés de racketter	Hiérarchie	Partenaires au développement	Reportage, magazine	Journalistes, PDG, autorités administratives	PM
Formalisation des échanges commerciaux	formaliser les échanges commerciaux par une large diffusion des textes , inciter les acteurs écono à utiliser des canaux commerciaux réguliers	Acteurs économiques, PDG	Producteurs, consommateurs	Débat, Reportage, micro programmes	Journalistes, producteurs, consommateurs, administration commerce	PM
meilleure organisations des aceturs	sensibiliser les acteurs à s'organiser pour mieux defendre leurs	producteurs consommateurs transporteurs exportateurs	chdes agri chbres com ONG syndicats observatoire	débat en langue Nle table ronde Nle micro	journalistes acteurs économiques	PM

	intérêts		des filières organisation consommériste	programme		
--	----------	--	---	-----------	--	--

**Fait à Abidjan, République de Côte d'Ivoire, le 30/04/09**